

Champ référentiel 1.2

Chapitre 1, domaine 2 : Juridique  
**Le dossier Médical Personnel  
ou DMP**

Caroline MASCRET

Mission Juridique

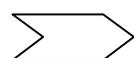
Pôle « Actes et Produits de Santé »

Haute Autorité de Santé



## Chronologie du DMP

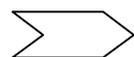
Phase expérimentale du DMP : de juin 2006 à décembre 2006



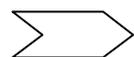
17 sites pionniers



33.103 DMP ouverts

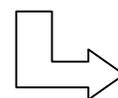


2.500 professionnels de santé concernés



100 établissements de soins

Le DMP devait être mis en place à partir de juillet 2007



Janvier 2008

DMP



Loi du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie

Art. L.161-36-1 du CSS

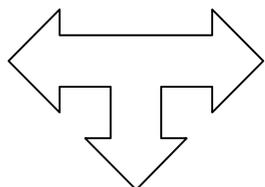
Afin de favoriser la coordination, la qualité et la continuité des soins, gages d'un bon niveau de santé, chaque bénéficiaire de l'AM dispose, [-] dans le respect du secret médical, d'un dossier médical personnel, constitué de l'ensemble des données de santé [ à caractère personnel, recueillies ou produites à l'occasion des activités de prévention, diagnostic ou de soins], notamment les informations qui permettent le suivi des actes et prestations de soins

Ce DMP est constitué auprès d'un hébergeur de données de santé à caractère personnel

## Mise en place du GIP-DMP

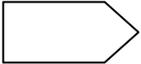
 Mise en place d'un Groupement d'Intérêt Public du DMP

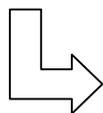
Etat (Ministère  
de la santé)



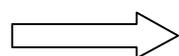
CNAMTS

Caisse des dépôts et Consignation

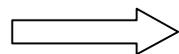
 Objectifs



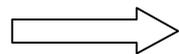
Mise en place des dispositions juridiques,  
organisationnelles, financières et logistiques du DMP +  
réalisation



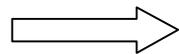
Relations avec les représentants des professions de santé et  
associations de patients



Définition des données de santé à caractère personnel

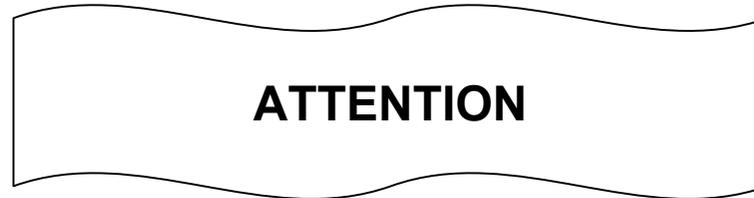


Définition des conditions d'hébergement et d'accès au DMP

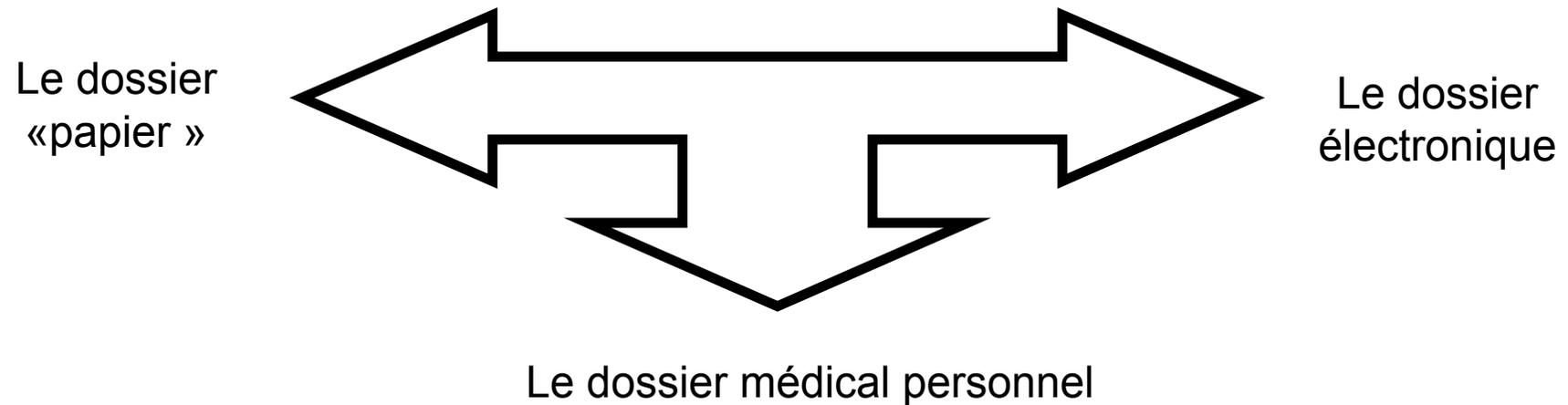


Pilotage et mise en œuvre de la généralisation du DMP

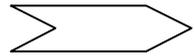
## Spécificité du DMP



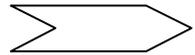
Le dossier patient peut revêtir différentes formes



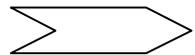
## Objectifs du DMP



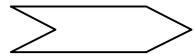
C'est un dossier médical personnel informatisé et sécurisé



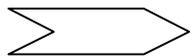
Sensé accompagner le patient tout au long de sa vie



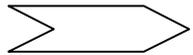
Favoriser la coordination, la qualité et la continuité des soins



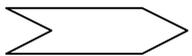
DMP contrôlé par le patient



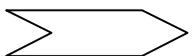
Améliore la communication des informations de santé, tout en respectant le secret médical et la vie privée



Réduire les interactions médicamenteuses Et examens redondants

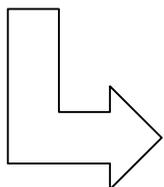


DMP comporte un volet destiné à la prévention

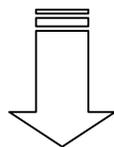


Diminuer les dépenses de santé

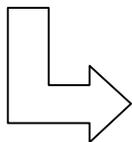
Chaque bénéficiaire de l'assurance maladie doit disposer d'un DMP



Refus de création d'un DMP ou limitation de l'accès

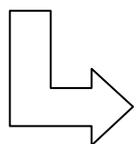


Sanction financière sur le niveau de prise en charge du remboursement des actes et soins par l'assurance maladie

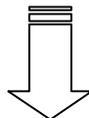


Le professionnel est tenu d'indiquer, lors de l'établissement ses documents relatifs à la prise en charge du remboursement, s'il a eu accès au DMP du patient

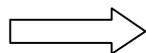
## Le DMP concerne tous les professionnels de santé



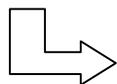
Liste des professionnels de santé strictement énumérée au SCP



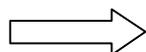
À l'hôpital, une partie du personnel (aide-soignant) ne devront pas avoir accès au DMP du patient



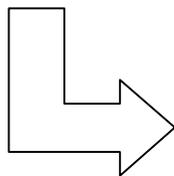
À l'occasion de chaque acte ou consultation, le professionnel reporte dans le DMP les éléments diagnostiques et thérapeutiques nécessaires à la coordination des soins



Seuls les éléments pertinents sont reportés



A l'occasion du séjour hospitalier, les professionnels reportent les principaux éléments résumés relatifs au séjour



Si le professionnel refuse de reporter dans le DMP, il peut faire l'objet d'une pénalité prononcée par le directeur de la CPAM locale

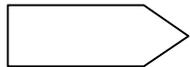
## Accès au DMP



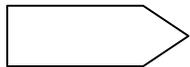
L'accès au DMP ne peut être exigée par des personnes autres que les professionnels de santé, assurant la prise en charge du patient, même avec le consentement du patient



Accès interdit lors de la conclusion d'un contrat avec une protection complémentaire de santé



Accès interdit lors de la conclusion d'un contrat exigeant l'évaluation de l'état de santé d'une des parties

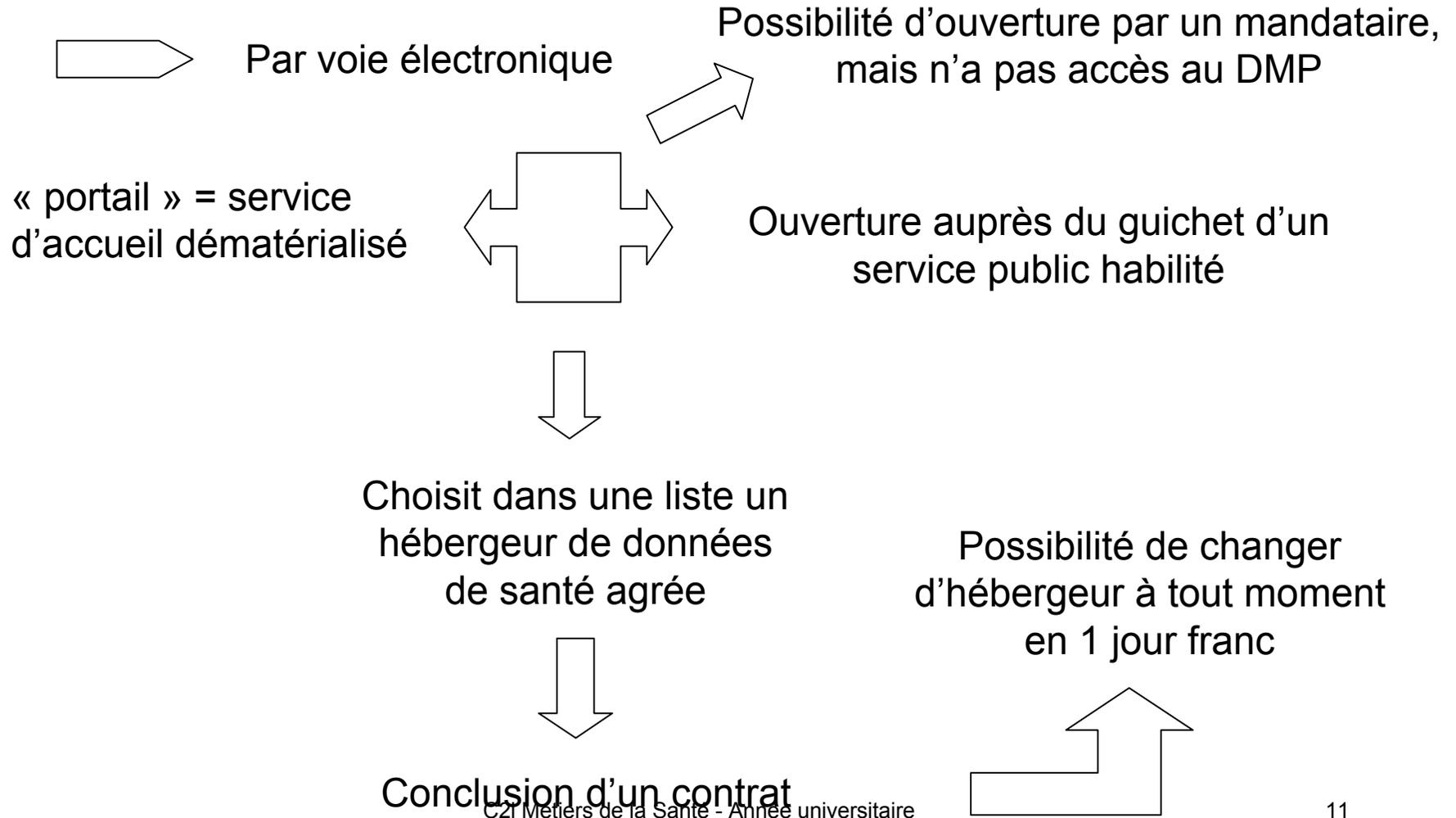


DMP non accessible dans le cadre de la médecine du travail

# Projet de décret

# Ouverture, transfert et fermeture du DMP

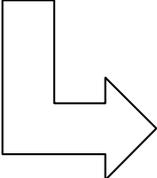
## L'ouverture du DMP



## Incapables

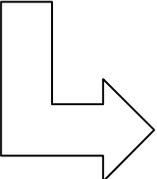
### Incapables mineurs

 DMP ouvert par les titulaires de l'autorité parentale

 Données inscrites dans le DMP du mineur ne peuvent être effacées

### Incapables majeurs

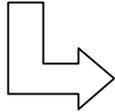
 DMP ouvert par le tuteur

 Majorité ou levée de tutelle  
Contrat d'hébergement est maintenu, sauf décision contraire  
Titulaires de l'autorité parentale ou tuteur n'ont plus accès au DMP

## Clôture du DMP



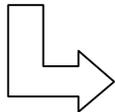
A la demande du titulaire



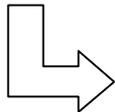
DMP est restitué à son titulaire, selon son choix, sur support papier, par téléchargement ou support physique électronique  
Données transférées à l'hébergeur de référence, et détruites par l'ancien hébergeur = certificat de destruction des données



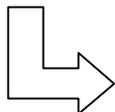
Selon les modalités prévues par la loi



Perte de la qualité de bénéficiaire de l'assurance maladie



Décès du titulaire



Pas de consultation pendant un délai de 20 ans à compter de la dernière consultation



Les données du DMP ainsi que les traces d'accès et des traitements sont conservés par l'hébergeur de référence (désigné par la CNAM) pour une durée de 10 ans à compter de la clôture

Données inaccessibles, sauf pour besoin d'administration de la preuve

# Contenu et alimentation du DMP

Le DMP se divise en trois parties



## Partie I les données administratives



Identification du titulaire : nom, date de naissance



Médecin traitant



Informations techniques, permettant de s'assurer de l'identification de la personne et de la contacter

## Contenu et alimentation du DMP



Partie II données concourant à la coordination, qualité, continuité des soins et prévention



1° les données médicales générales



Antécédents, synthèses, historiques des consultations, allergies et intolérances reconnues, prothèses et appareillage....



2° les données de soins



Résultats d'examens biologiques, bilans, pathologies en cours, traitements prescrits et administrés.....



3° les données de prévention



Facteurs de risques individuels, traitements préventifs prescrits, calendrier des vaccinations....



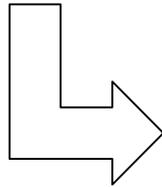
4° Images radiologiques ou autres imagerie

## Contenu et alimentation du DMP



Partie III

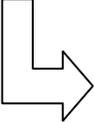
Espace d'expression du titulaire

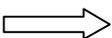


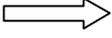
Don d'organes, coordonnées d'une personne à prévenir en cas de nécessité, accès au dossier médical (personne de confiance)

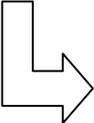
## Gestion et utilisation du DMP par le titulaire

 Accès au DMP  Consentement exprès du titulaire

 Désignation auprès du portail des professionnels de santé autorisés à accéder au DMP

 Pour chaque professionnel, durée de validité de l'autorisation

 Autorisation révocable à tout moment

 Présentation de la carte Sésame Vitale au professionnel ou à l'établissement de santé

## Gestion et utilisation du DMP par le titulaire



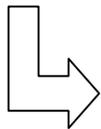
Le titulaire peut consulter les informations de son DMP



Accès aux traces des actions effectuées sur la DMP : identité des personnes, heure et date des interventions, documents consultés, reportés ou supprimés



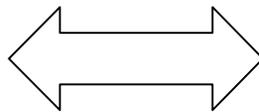
Droit de masquage



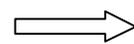
Le titulaire peut rendre inaccessible des données à une ou plusieurs catégories de professionnels

⇒ Peut se faire en concertation avec le professionnel ou SEUL

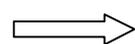
Le professionnel doit avertir le titulaire des risques encourus



Le professionnel est libre de refuser que le masquage soit accompli auprès de lui



Le patient peut décider que le professionnel n'a pas accès à l'information du masquage



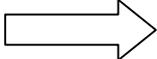
Masquage du masquage !!

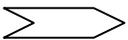
**MASQUAGE SOUS LA RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

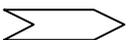
## Gestion et utilisation du DMP par le professionnel de santé

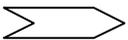
- Accès par la carte professionnelle de santé
- Accord du titulaire, pour reporter les données utiles à la coordination, qualité et continuité des soins et prévention
- Toute intervention est datée et signée par son auteur
- Pronostic ou diagnostic grave
  - ↳ Art.35 code déontologie : un patient peut être tenu dans l'ignorance, dans l'intérêt du patient
    - ➡ Le médecin peut décider d'inscrire l'information, après entretien individuel et accord du patient
- Effacement des données, lorsque le médecin estime qu'elles ne sont plus utiles à la coordination...des soins
  - ➡ Données effacées inaccessibles, mais conservées 10 ans par l'hébergeur
  - ➡ Données effacées mais une trace accessible au titulaire

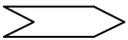
## L'administration du DMP

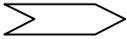
Service unique d'accueil dématérialisé  « portail du DMP »

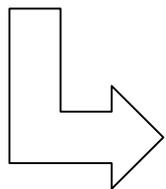
 Un service d'information général sur le DMP

 Un service de gestion, permettant au titulaire de procéder au choix de l'hébergeur, à l'ouverture, transfert, clôture du DMP auprès de l'hébergeur agréé, organisation du mandat et des droits d'accès

 « service de confiance » : gestion des procédures de contrôle d'accès aux dossiers

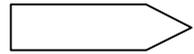
 Un service d'administration technique permettant de vérifier le bon fonctionnement du dispositif

 Un service de support et d'assistance



La Caisse des Dépôts et Consignation  
Opérateur de la Santé, Université  
2006/2007 Tous droits réservés.

# Hébergement des DMP



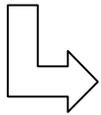
Assuré par des hébergeurs agréés



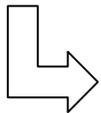
Hébergeur choisi librement par le patient



Hébergeur de référence

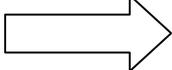


Choisi par l'organisme chargé d'assurer la maîtrise d'ouvrage du DMP



Assure la conservation des données

## L'hébergement des données de santé à caractère personnel

Toute personne morale ou physique  Agrément obligatoire

 Conditions de délivrance

 3 ans

 Délivré par le ministre chargé de la santé

 Avis de la CNIL + Comité d'agrément

 Retrait et suspension d'agrément : divulgation non autorisée et/ou manquements graves mettant en cause l'intégrité, la sécurité et la pérennité des données hébergées

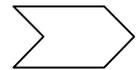
# Rapport de la CNIL sur l'expérimentation du DMP

Vérification sur place auprès des principaux acteurs :

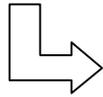
-  Centres hospitaliers
-  Réseaux de santé
-  Médecins libéraux
-  Centres d'appel de l'hébergeur de données

# Rapport de la CNIL sur l'expérimentation du DMP

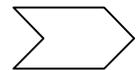
## Modalités d'ouverture



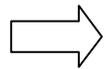
chronophage



Ouverture du DMP + formulaire hébergeur : 1 à 2 personnes



Ouverture d'un DMP chez un hébergeur



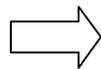
Numéro Identifiant de Santé (NIS) + Adresse Qualité de Santé (AQS)



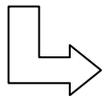
10 jours à 4 semaines



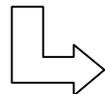
Questions « défi»



Permet l'authentification au centre d'appel

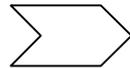


Certains établissements conservent une copie de ces formulaires

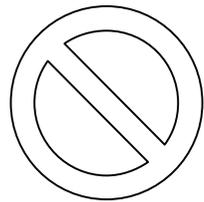


Atteinte à la confidentialité

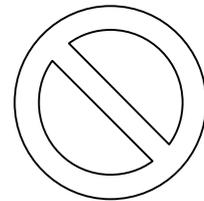
## Rapport de la CNIL sur l'expérimentation du DMP

 Définition du « cercle de confiance »

 Le patient doit désigner nominativement les professionnels de santé qui pourront consulter le DMP



Certains hébergeurs prévoient la possibilité pour le professionnel de santé de déterminer lui-même le cercle de confiance

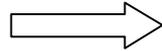


Certains hébergeurs incitent les patients à étendre le « cercle de confiance » à des cabinets médicaux, une liste d'établissements.....

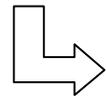
## Rapport de la CNIL sur l'expérimentation du DMP



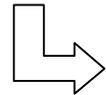
L'information délivrée au patient doit être claire et complète



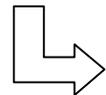
Hébergeurs et établissements de santé font remplir les formulaires d'adhésion par un tiers, et non le patient lui-même



Information délivrée de faible qualité



Patients n'ont pas compris que l'accès contenues dans le DMP nécessitait une connexion internet



Patients pensent que les données sont accessibles via le centre d'appel de l'hébergeur



Seule fonction d'assistance technique et leur permettre de modifier les données administratives, mot de passe ou composition du cercle de confiance

## Rapport de la CNIL sur l'expérimentation du DMP



Insuffisance des mesures d'identification- d'authentification mises en œuvre par les centres d'appel



Failles sur la sécurité : identifiant/mot de passe identiques



Accès au DMP pour établissements de santé sur simple identifiant et mot de passe

# Mentions légales

- L'ensemble de ce document relève des législations française et internationale sur le droit d'auteur et la propriété intellectuelle. Tous les droits de reproduction de tout ou partie sont réservés pour les textes ainsi que pour l'ensemble des documents iconographiques, photographiques, vidéos et sonores.
- Ce document est interdit à la vente ou à la location. Sa diffusion, duplication, mise à disposition du public (sous quelque forme ou support que ce soit), mise en réseau, partielles ou totales, sont strictement réservées au Ministère de l'éducation nationale - projet C2i métiers de la Santé.
- L'utilisation de ce document est strictement réservée à l'usage privé des étudiants inscrits à l'UFR de médecine, de pharmacie et odontologie des universités impliqués dans le C2i métiers de la santé, et non destinée à une utilisation collective, gratuite ou payante.
- Ce document a été réalisé pour le projet C2i Niveau 2 métiers de la Santé - Ministère de l'éducation nationale.



C2i Métiers de la Santé - Année universit:  
2006/2007 Tous droits réservés.

